



Le mot de la Présidente du Centre Européen du Conseil International des Femmes (CECIF), Viviane Teitelbaum

Tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter à nouveau une bonne année et d'introduire 2023 avec une newsletter du CECIF.

Vous y trouverez des nouvelles envoyées par nos organisations membres, des nouvelles sur les droits des femmes dans nos pays respectifs compilées par notre Secrétaire générale et un avant-propos de moi-même.



En effet l'une des recommandations de notre AG était d'améliorer la circulation et le partage d'informations entre nous. De relayer tant les problèmes que les bonnes pratiques. Espérons que nous ayons beaucoup de bonnes nouvelles à partager!

Nous souhaitons également enrichir nos réseaux sociaux. Donc, pour la prochaine newsletter, partagez vos profils Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn afin que nous puissions vous taguer lorsque nous partageons des informations pertinentes.

Concernant nos priorités, permettez-moi de vous rappeler que nous avons identifié 3 sujets lors de notre AG: une meilleure communication entre les membres, la solidarité internationale & la résolution 1325 et le droit à l'avortement. ([voir la vidéo: https://youtu.be/rl6SbA9clk8](https://youtu.be/rl6SbA9clk8)):

Sur la scène internationale, les femmes et les filles sont plus durement touchées par la pauvreté, les conflits et les changements climatiques. Elles sont confrontées plus encore que les hommes à des difficultés et des discriminations, dans tous les domaines et dans tous les pays. Mais dans certains pays, leur situation n'est marquée que par la répression et la violence. C'est pourquoi le CECIF en appelle à une diplomatie féministe, telle qu'initiée par Margot Wallstrom, ancienne ministre suédoise des Affaires étrangères. Cela comprend la lutte contre les violences sexuelles, pour l'émancipation économique des femmes et l'éducation des femmes et des filles. En outre, cela pointe également la nécessité d'impliquer les femmes en politique et dans la prise de décision, ainsi que dans les négociations de paix et les traités.

NOS PRIORITÉS

1. 1325 et la solidarité internationale

Malheureusement, nous sommes toujours confrontées à des guerres, des conflits et à la répression dans de nombreuses régions du monde.

Les femmes et les enfants ukrainiens sont les premières victimes de la guerre entre la Russie et l'**Ukraine**. Notre cœur et notre solidarité vont vers eux. Comme en témoigne notre vice-présidente dans une lettre qu'elle nous a adressée ce 20 janvier « *En tant qu'organisation de femmes, nous ne pouvons pas ignorer le fait que les femmes en Ukraine sont soumises à la forme de violence la plus élevée - l'agresseur leur enlève la vie, la santé, les biens et l'avenir des femmes et de leurs enfants.*

Les blessures que l'armée russe inflige aux champs, aux forêts, aux steppes et aux réservoirs de l'Ukraine resteront pendant des décennies sur des terres dévastées et minées (...)

On me demande souvent - de quel type d'aide ai-je besoin ? (...) Nous devons respecter nos statuts. Statuts, dans lesquels il est écrit que nous combattons et protégeons les droits d'une femme humaine. (...) Il est nécessaire d'arrêter cette horreur et de s'assurer qu'elle ne puisse plus se reproduire dans aucun pays.

Agissons selon les statuts. Nous avons de solides organisations de femmes. Nous avons beaucoup de femmes sages et expérimentées. Joignons nos efforts à tous les mouvements internationaux pour la fin de la guerre. Peut-être pourrons-nous atteindre l'esprit et le cœur des femmes russes afin qu'elles ne puissent pas envoyer leurs maris et leurs fils détruire l'Ukraine. Ils ne protègent pas la Russie - personne n'a attaqué la Russie, c'est leur armée qui piétine notre terre, et leurs politiciens nous laissent sans lumière, eau, chauffage et communication ».

Et malgré tout, au sein du CECIF nous espérons poursuivre une réponse féministe qui condamne cette violence et construit des ponts, entretient un dialogue et contribue à une diplomatie féministe en favorisant la volonté de ramener la paix.

Nous ajoutons ici **le témoignage de Sofia Porokhnyak** lors de notre AG concernant son expérience à Kiev et le traumatisme que cela entraîne. (voir la vidéo: <https://youtu.be/l-QtPUJG1n4>)

Nous sommes également très touchées par la situation des femmes au **Congo** où l'intégrité des femmes est menacée par la violence, le viol, le harcèlement.

Et nous sommes aussi très préoccupées par la situation des femmes en **Iran** et en **Afghanistan**. Nous exprimons notre soutien au combat politique mené par les femmes d'Iran afin d'accroître leurs droits légitimes et leur liberté dans la sphère privée et publique. Nous condamnons fermement la répression des femmes en Iran et en Afghanistan, et réaffirmons que la liberté d'expression, la liberté de la presse et la défense des droits des femmes et des droits humains sont les fondements de la démocratie.

Cette solidarité a été exprimée par nos membres et des féministes dans de nombreux pays.

Liens :

AFGHANISTAN

https://paper.li/NEGAR.Soutien.aux.femmes.d.Afghanistan?utm_campaign=paper_sub&utm_medium=email&utm_source=subscription

[@VivTeitelbaum](#)

[#Afghanistan](#) [#AfghanWomen](#) 15 août 2022 Notre appel en solidarité avec les femmes afghanes emmurées dans le silence et l'indifférence internationale .

UKRAINE

[#ukraine](#) [#homelessness](#) [#homelesswomen](#) [#refugees](#) Access the magazine here: <http://bit.ly/HomelessInEuropeS22> [#WomensRights](#)

[#WomensRightsAreHumanRights](#)

IRAN

Quelle image incroyable ! Sur cette vidéo nous pouvons entendre des femmes chanter : « femme, vie, liberté ». Pendant que cette Iranienne brûle son [#voile](#), un homme tente de l'attaquer tandis qu'un autre homme vient à sa défense ! [#MahsaAmini](#) [#Iran](#) <https://twitter.com/ranarahimpour/>

2. IVG

L'actualité mondiale et européenne s'est enfin emparée de ce sujet qui, jusqu'à présent, n'était pas considéré comme un enjeu collectif mais bien comme un acte personnel dont les femmes étaient à la fois les coupables et seules responsables.

L'instrumentalisation politique de l'autonomie de décision des femmes est devenue une évidence pour tous les médias depuis la décision américaine de révoquer le droit constitutionnel à l'IVG.

En Europe, de très nombreux pays ont réagi en proposant de constitutionnaliser le droit à l'IVG dans les textes fondamentaux nationaux ; ce fut le cas en France et en Belgique notamment. Si cela ne n'améliorera pas dans l'immédiat les conditions d'accès aux soins, ces volontarismes politiques devraient pouvoir soutenir des actions plus collectives au plan européen.

Depuis la parution de notre brochure coéditée par le CECIF en septembre et qui fait le point sur les inégalités de traitement en matière d'IVG entre les femmes européennes, plusieurs sujets de préoccupation ou des lueurs d'espoir continuent à maintenir le droit à l'avortement à l'agenda politique et médiatique.

<https://www.laicite.be/app/uploads/2022/09/etat-des-lieux-IVG-europe-2022-WEB.pdf>

En Europe, la situation à **Malte** a été médiatisée en juin car [un hôpital maltais a refusé de faire avorter une touriste américaine souffrant de complications liées à sa grossesse](#). L'incident a suscité des protestations et attiré l'attention internationale sur les lois de ce pays majoritairement catholique, le seul de l'Union européenne interdisant complètement les avortements.

En conséquence, Malte veut réviser sa législation sur l'avortement avec comme objectif d'éviter aux médecins des menaces en cas d'intervention.

Au printemps 2021, notre secrétaire générale a rencontré, à Malte une avocate et deux médecins, dont Isabel Stabile la seule gynécologue maltaise ouvertement pro-choix qui s'exprimait cet été comme suit dans le journal français Libération : «S'il y avait un référendum sur l'avortement aujourd'hui, nous perdriions car 61,8% de la population se dit encore strictement opposée à l'IVG ».

Reportage tourné à Malte en avril 2021 par Sylvie Lausberg, pour voir la vidéo: <https://youtu.be/KzMWJP32K9A>

<https://www.euractiv.com/section/politics/shortnews/american-woman-in-malta-to-travel-to-spain-for-abortion/>

<https://www.euractiv.com/section/politics/news/malta-abortion-amendments-pass-second-parliamentary-reading/>

En **Turquie**, l'avortement est légal depuis 1983, et toute femme peut le demander sans avoir à se justifier, jusqu'à 10 semaines de grossesse. En théorie, toujours, la femme a le choix : hôpital public, hôpital privé ou cabinet privé, du moment que l'Interruption volontaire de grossesse est pratiquée par un médecin spécialisé. Or, depuis une dizaine d'années les conditions d'accès se dégradent fortement au point

qu'aujourd'hui, selon des informations datant d'octobre dernier, 54% des hôpitaux publics refusent d'interrompre les grossesses non désirées.

<https://www.theguardian.com/global-development/2022/jul/05/legal-yet-virtually-banned-turkish-women-denied-right-to-free-safe-abortions>

En **Irlande**, depuis la légalisation en 2014, les opposants aux droits des femmes ne désarment pas ! Au point que la Cour suprême du Royaume-Uni a déclaré légales les mesures d'éloignement de militants anti-IVG aux alentours des centres pratiquant l'avortement en Irlande du Nord. Une "décision historique", selon l'Écosse, qui espère emboîter le pas à Belfast

Pays-Bas, [La pilule abortive désormais disponible chez les généralistes aux Pays-Bas](https://www.irishtimes.com/world/europe/2022/12/08/netherlands-makes-abortion-easier-to-access/) <https://www.irishtimes.com/world/europe/2022/12/08/netherlands-makes-abortion-easier-to-access/>

France : [IVG : le Sénat vote une enveloppe de 500 000 € pour les rapatriements d'urgence](https://www.bbc.com/news/world-europe-63754796) <https://www.bbc.com/news/world-europe-63754796>

Allemagne : <https://www.euractiv.com/section/politics/news/citizens-call-to-remove-abortion-from-the-dutch-criminal-code/>

Croatie : <https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-croatie-dans-aucune-societe-les-femmes-ne-disposeront-de-leur-corps-sans-se-battre>

Italie : Nommée en octobre dernier, la nouvelle ministre italienne de la Famille et de la natalité Eugenia Rocella se déclare opposée à l' [#IVG](#). Les conditions d'accès sont déjà très problématiques en Italie

<https://www.politico.eu/article/the-fight-for-abortion-access-in-italy-continues-giorgia-meloni/>

Liban : <https://beirut-today.com/2021/10/11/lebanons-criminalization-of-abortion-primitive-ineffective-and-deadly/>

Maroc : colère après la mort d'une adolescente suite à une IVG clandestine <https://www.moroccoworldnews.com/2022/09/351355/moroccan-association-calls-for-abortion-law-reform-after-death-of-14-year-old-girl>

Hongrie : <https://balkaninsight.com/2022/09/13/hungary-tightens-abortion-law-by-decree/>

Suisse : <https://www.swissinfo.ch/eng/business/how-switzerland-s-pro-life-movement-is-gaining-ground/47868284>
<https://www.finews.com/news/english-news/53040-helsana-anti-abortion-discount-prolife>

Espagne : <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/espagne-le-plan-anti-avortement-de-vox-met-en-danger-sa-coalition-avec-le-pp/&sa=U&ved=2ahUKEwiNvJfIxdv8AhWJHOwKHe3GCdEQFnoECAEQAg&usg=A0vVaw318CAxXtBipL9jkWA65vbF>

Plan d'action : Nous allons capitaliser sur l'omniprésence du sujet dans les médias ainsi que sur les prises de position qui soutiennent notre revendication d'une totale

autonomie de décision pour les femmes, dans un cadre législatif qui protège leurs droits : la mise en oeuvre de la clause de l'europeenne la plus favorisee.
L'initiative la plus encourageante sur le plan collectif est le vote du Parlement europeen de debut juillet qui demande que le droit a l'avortement soit inscrit dans la charte des droits fondamentaux !



Dans cette perspective, la presidente et la SG du CECIF analysent la directive europeenne contre les violences faites aux femmes et elaborent un agenda de rencontres et travaillent aux amendements dans le cadre de l'observatoire des violences du Lobby Europeen des Femmes

Echos de nos membres –rapports nationaux

Nous espérons que pour la prochaine newsletter, nous aurons des informations à partager ici

Participation du CECIF /événements à venir signature de déclarations et textes

- Participation de la presidente à une manifestation en soutien aux femmes iraniennes
[voir la vidéo: https://youtu.be/2z_tx-onqng](https://youtu.be/2z_tx-onqng))
- Déclaration commune sur la GPA : Les organisations de femmes et de défense des droits humains demandent a la Commission europeenne et au Parlement europeen d'inclure le crime d'exploitation reproductive des femmes dans toutes leurs initiatives legislatives, en tant que violence contre les femmes et en tant que traite des etres humains.
<http://abolition-ms.org/nos-actions-fr/declaration-commune-en-matiere-de-gpa/>
- Evénement à venir : Colloque à Paris organise par le CNFF : « Femmes et precarite Causes, Conséquences Préconisations », le 4 février 2023 de 10h00 à 17h00 au Palais du Luxembourg – Salle Medicis 15 ter, rue de Vaugirard – 75006 Paris. En milieu rural, dans les quartiers, victimes de violences, travaillant à temps partiel, cheffes de familles monoparentales, les femmes sont les plus exposees à la precarite.
Le colloque apportera un eclairage sur tous les aspects de la precarite, les causes, les conséquences sur les femmes et leurs enfants : la sante, le retour à l'emploi, les apprentissages et décrochages scolaires, l'accès au sport et à la culture ainsi que les preconisations pour la faire reculer.